



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2025  
portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin de respecter les  
dispositions applicables à sa carrière d'Ensisheim (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L. 171-8-I,

VU l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 portant autorisation d'exploiter (renouvellement et extension) à la société HOLCIM Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR), une exploitation de carrière de sable et gravier et une installation de transit de matériaux à Ensisheim, au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement,

VU le rapport associé à l'inspection du 16 septembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'absence d'observations de l'exploitant durant la période contradictoire,

Considérant les dispositions ci-après de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé : « Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. [...] »,

Considérant que le jour de l'inspection du 16 septembre 2025, la clôture extérieure était défectueuse et ne remplissait plus sa fonction,

Considérant les dispositions ci-après de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé, qui prévoit la réalisation d'aménagements compensatoires en faveur du crapaud calamite en bordure du plan d'eau, et qui dispose que : « [...] En cas d'insuffisances des mesures mises en œuvre, [...] des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées, le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées. [...] »,

Considérant que le jour de l'inspection du 16 septembre 2025, il est constaté que les mares autour du plan d'eau, en faveur des batraciens et plus particulièrement du crapaud calamite, ne sont pas fonctionnelles, en cohérence avec les éléments indiqués dans les rapports de suivis écologiques qui signalent une situation préoccupante du crapaud calamite ; qu'aucune mesure corrective adaptée n'a été mise en œuvre,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement : *« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2 rue des Gravières, 68300 Saint-Louis, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de sa carrière située sur le territoire de la commune d'Ensisheim (68).

**Article 2** : **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé :

*« [...] Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.*

*L'accès de toute la zone dangereuse est interdit par une clôture efficace, ou tout autre dispositif équivalent [...] ».*

**Article 3** : **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 susvisé, pour ce qui concerne les mares situées en bordure de l'angle nord-ouest du plan d'eau, en faveur du crapaud calamite :

*« [...] En cas d'insuffisances des mesures mises en œuvre, [...] des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées, le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées. [...] ».*

**Article 4** : en cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 5** : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 1<sup>er</sup> décembre 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD

